

Décembre 2013  
volume n°3 / numéro n°2  
www.agronomie.asso.fr

# Agronomie

## environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie



**Conseil et formation**  
en agronomie :  
Adaptation aux nouveaux défis de l'agriculture

Association Française  
**AGRONOMIE**



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations [www.agronomie.asso.fr/aes](http://www.agronomie.asso.fr/aes). L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

## Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement, rapport de M. Guillou et al. au Ministre en charge de l'agriculture

T. DORÉ

AgroParisTech

Contact : [dore@agroparistech.fr](mailto:dore@agroparistech.fr)

**A** la demande du Ministre en charge de l'agriculture, Marion Guillou a rendu en mai dernier un rapport intitulé "Vers des agricultures doublement performantes pour concilier compétitivité et respect de l'environnement". Une telle production ne peut qu'intéresser l'Afa, qui se préoccupe depuis sa fondation des performances de l'agriculture, qu'elles soient environnementales, économiques ou sociales, et du rôle que peut jouer l'agronomie dans l'atteinte de ces performances. La question de la fixation des performances et de leur cumul est d'ailleurs un sujet sur lequel l'association avait émis en mars dernier un avis, dans le cadre de la préparation de la loi d'avenir sur l'agriculture.

Dans ce rapport d'une soixantaine de pages plus annexes, après avoir présenté les éléments de définition retenus pour qualifier les performances, les auteurs recensent les expériences françaises et étrangères de travaux visant, si ce n'est parvenant, à la double performance. En sont déduites les voies d'avenir pour une transition vers une agriculture doublement performante, puis une série de recommandations, détaillées dans les annexes du rapport. Il ne s'agit pas ici de réaliser une analyse fine des conclusions du rapport, mais d'avoir quelques réactions d'agronome, non exhaustives et subjectives, vis-à-vis des constats et propositions qui en sont issus - en particulier en relation avec la formation et le conseil, puisque c'est le thème de ce numéro.

Si ce rapport est riche et a une surface technique étendue (tous types d'agriculture, en France et à l'international), le lecteur agronome ne devra néanmoins pas s'attendre à y trouver des scoops, car ce n'était pas l'objet de ce rapport que de surprendre. La commande, la forme du rendu, et l'ambition du Ministre déterminent les contours du rapport : des contenus techniques suffisamment éprouvés, traçant des voies d'action pour "mettre en mouvement" l'ensemble de l'agriculture française. Cela exclut les expériences trop récentes (encore insuffisamment mises à l'épreuve), les innovations trop en rupture (dont les capacités d'accompagnement ne sont pas avérées), les chemins d'évolution trop étroits qui ne pourraient être empruntés que par un trop petit nombre d'exploitations. Le rapport est ainsi plutôt, à partir de la collecte et de l'agrégation de

l'existant, la solidification d'un contenu technique émergent, devenant une assise suffisamment stable sur laquelle bâtir.

On ne peut que considérer très positivement le gros effort de collecte de références qui a été entrepris, en France et à l'étranger. Grâce à lui, on peut raisonnablement penser que les voies les plus solides ont toutes ou presque été identifiées, dans le cadre rappelé ci-dessus. Il est malaisé toutefois de se faire une idée précise de la manière dont ces données ont été traitées : ce rapport n'est pas une publication de recherche, et les méthodes de travail n'y avaient pas de place étendue. Il est dès lors difficile de savoir de quel traitement de données les voies techniques d'évolution des agricultures sont tirées. S'agit-il de l'observation de systèmes déjà mis en œuvre et sur lesquels des données objectives existent, précisément à l'échelle du système ? Ou bien de la méthode décrite comme l'analyse dans une matrice des pratiques individuelles du point de vue de leurs diverses performances économiques, environnementales et sociales ? Cette seconde méthode interroge fortement l'agronome. Contrairement à la première, elle prend très mal en charge les interactions entre choix techniques à l'échelle d'un système de production, ainsi que les variations des performances en fonction des conditions d'exploitation économiques, sociales et physiques. Quoi qu'il en soit, les voies d'évolution technique mises en lumière le sont d'une manière qui, sur le plan agronomique, présente des caractéristiques intéressantes :

- ces voies, qu'il s'agisse de systèmes (par exemple l'agroforesterie) ou de leviers (par exemple l'utilisation de plantes de couverture), sont présentées non comme des solutions définitives et universelles, mais comme des points de repère et des facteurs de raisonnement agronomique ;
- au-delà de la parcelle, du troupeau et de l'exploitation agricole, les échelles du territoire et de la filière sont clairement identifiées comme des niveaux d'organisation permettant d'augmenter les marges de manœuvre, et nécessitant de mobiliser nombre d'acteurs.

À l'inverse, on restera frustré sur le plan agronomique par deux caractéristiques de plusieurs des voies d'évolution proposées :

- les "grappes d'innovation" mises en avant restent parfois très peu précises (par exemple la simple liste des pratiques identifiées pour améliorer la qualité de l'eau) voire limitées à la mention d'un secteur (par exemple "le rôle clé de l'amélioration des plantes", sans précision d'orientation), parfois encore elles consistent en un objectif plutôt qu'en une innovation ("réduction des émissions de GES") ;
- sans doute pour ne pas basculer dans la norme, elles laissent de côté la question du niveau de changement qu'il faut viser pour améliorer les performances ; c'est typique par exemple pour la voie de la diversification, mise en avant à juste titre : la diversification oui, mais jusqu'où et pour atteindre quel objectif ?

Mais pour le commanditaire/destinataire du rapport, l'essentiel réside certainement dans les recommandations. Au nombre de vingt-cinq, celles-ci sont étayées par dix-huit fiches qui les détaillent. Sept concernent la formation et le développement. Beaucoup de propositions concrètes y figurent, qui pour nombre d'entre elles sont très en phase avec les éléments de réflexion et les témoignages figurant

dans ce numéro. Dans le domaine de la formation, on appréciera ainsi que les seuls agriculteurs ne soient pas visés, mais qu'un plan d'ensemble sur "enseigner à produire autrement" vise aussi la formation (initiale et continue) des enseignants des établissements de formation agricole. Ainsi, à titre d'exemple, si la rénovation des programmes (dont les programmes de formation en agronomie) pour les élèves de l'enseignement technique agricole est en cours, l'attention apportée aux pratiques pédagogiques (contextualisation, approche globale incluant les dimensions territoriales, apprentissage à la décision dans l'incertitude, etc.) est très bienvenue, tant il s'agit de sortir d'une approche trop nominale des manières de produire. Par ailleurs le rapprochement des enseignements technique et supérieur, la capitalisation des savoirs agronomiques à des fins de formation, le renforcement des écosystèmes formation/ recherche/ innovation à l'échelle des territoires, sont autant de propositions qui sont très convergentes avec les préoccupations et initiatives de l'Afa. De la même manière, en ce qui concerne le conseil, la proposition de passer de la prescription à l'accompagnement des agriculteurs rejoint plusieurs des réflexions présentées dans ce numéro. Au-delà, plusieurs instruments sont proposés : référentiel de formation pour les conseillers, certification du conseil, chèque-conseil... Leur conception et leur mise en œuvre posent des questions intéressantes et importantes pour l'agronomie : quel contenu technique pour un référentiel ? Comment former des "conseillers" de métiers différents ? Que certifier ? Comment passer d'une logique individuelle à une logique collective ? Etc.

En conclusion, les agronomes ne devront pas s'attendre à apprendre beaucoup sur les voies techniques d'évolution des agricultures dans ce rapport - preuve qu'ils ont été bien mobilisés ? S'ils pourront même être critiques sur certaines méthodes utilisées et certaines présentations, en revanche ils trouveront dans les recommandations de très intéressantes matières à réflexion... et à travail.